

Paris, le 7 janvier 2013

EON sera-t-il le « Mittal de l'Énergie » pour le Gouvernement français ?

Dans le cadre de la poursuite de la réunion du Comité Central d'Entreprise de LA SNET du 02 janvier 2013, **EON confirme, 24 mois après sa prise de contrôle, la fermeture de 4 centrales au charbon en France, une éventuelle transformation d'une cinquième à GARDANNE (13)** (soumise à des conditions inacceptables sur le plan social) **et 535 suppression d'emplois d'ici 2015, dont 150 au plus tard au 31 juillet 2013 !**

L'inacceptable chantage d'EON d'accepter 62 départs volontaires, (s'ajoutant aux 86 suppressions d'emplois liées à la fermeture de la Centrale d'Hornaing (59) **pour maintenir une éventuelle production d'électricité sur les sites de la centrale Emile HUCHET en Lorraine, jusqu'en 2015, et d'une transformation à Gardanne en Provence, a été confirmée par la Direction d'EON, en exprimant clairement que des départs contraints seront mis en place, s'il n'y a pas d'acceptation et accompagnement des organisations syndicales.**

FO Énergie et Mines avait sensibilisé l'ensemble des acteurs politiques concernés par le maintien des sites de production et des 535 emplois concernés.

L'ensemble des élus politiques des régions touchées et FO Énergie et Mines ont exigé du gouvernement, en septembre 2012, qu'une expertise soit diligentée sur les conditions de reprise des centrales par SPARKLING, et sur la nécessité du maintien des outils de production dans le cadre de la sécurité d'approvisionnement d'électricité de pointe nécessaire à certaines périodes de la journée ou de l'année.

Dès le début de 2013, plus de 80 salariés, concernés par la fermeture de la centrale d'Hornaing dans le Nord, seront confrontés à la recherche de solutions de reclassement ou de mise en retraite, selon les souhaits d'EON, qui oublie de mentionner que des **licenciements seront inévitables**, « **sans un soutien social** » des deux principaux acteurs dans le domaine de l'énergie en France, EDF et GDF Suez.

L'absence d'initiatives du Gouvernement, et notamment des Ministres en charge de l'Énergie et du Redressement productif, depuis l'annonce d'EON en avril 2012, de la fermeture des sites de production menacés sont pour FO Énergie et Mines, d'une part la traduction de l'abandon des salariés de LA SNET par l'actuel Gouvernement, et d'autre part sa soumission au « diktat imposé par EON à partir de Düsseldorf en Allemagne.

Pourquoi le Gouvernement est-il insensible à l'annonce de 535 suppressions d'emplois dans le domaine de l'Énergie ?

Pourquoi vouloir faire croire qu'une loi sera votée pour sauver des entreprises, qui pourraient être reprises, et ne pas analyser objectivement des solutions alternatives, qui sont présentées par SPARKLING, entreprise française ?

Pourquoi vouloir faire croire qu'une reprise « n'est pas sérieuse et pas crédible » sans en donner des explications « sérieuses et objectives » à l'ensemble des acteurs concernés, et notamment aux élus des régions concernées ?

Pourquoi vouloir faire croire que le Gouvernement ignore que LA SNET, entreprise de production d'électricité française, créée par la volonté des pouvoirs publics, cédée à EON, après validation par le gouvernement français en 2009, sera la première entreprise française de la branche des Industries Electriques et Gazières, soumise à un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) ?

Pourquoi les ministres concernés ne respectent-ils pas leurs engagements envers les élus politiques, qui sont pour la très grande majorité issus de l'actuelle majorité, pour expertiser des solutions alternatives à la fermeture programmée par EON ?

Pourquoi les ministres concernés ignorent-ils les recommandations du rapporteur sur l'Energie dans le cadre du Projet de Loi pour le Financement de la Sécurité Sociale pour 2013, M. HABIB, qui recommande l'étude de la reprise des centrales qu'EON veut fermer ?

C'est à toutes ces questions, et d'autres encore que les salariés de LA SNET, avec FO Énergie et Mines exigeront des réponses de la part de notre gouvernement actuel, au sein duquel le « pouvoir du silence » semble s'être imposé sur celui « de la décision. »

Les prochaines semaines risquent de se concrétiser pour le Gouvernement français par un « Mittal de l'Energie », par la volonté et l'obstination caractérisée d'un énergéticien allemand, EON dont le seul souci est de faire de l'achat – revente de l'électricité en France, avoir accès à l'énergie nucléaire en France dans le cadre de la Loi NOME (Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité) et dont les conséquences risquent de se traduire par une agitation sociale supplémentaire dans les régions concernées.

FO Énergie et Mines rappelle que les difficultés créées et subies en France sont du fait d'un opérateur européen, et non d'un industriel installé sur un autre continent.

Comme FO Énergie et Mines l'a déjà demandé, l'exigence d'une intervention du gouvernement français devient une urgence. Ceci mettra en cohérence et en application les propos tenus par le Président de la République sur l'objectif « de faire de la bataille pour l'emploi, sa priorité ! »

Contact Jean-Pierre DAMM,
Secrétaire fédéral FO Énergie et Mines
jeanpierredamm@aol.com
06 09 35 77 05